

La publication du rapport de la députée LREM Valéria FAURE-MUNTIAN a eu lieu en juillet 2018. S'il ne recèle pas de grandes révélations ou préconisations que personne ne connaîtrait, il n'en demeure pas moins que sa lecture est révélatrice d'une certaine vision que porte le pouvoir exécutif à l'égard de l'information géographique, et de l'utilisation économique qu'il en espère.

Pour la CGT, ce rapport traduit une utopie : celle d'un « Google » à la française, qui rendrait les acteurs économiques nationaux indépendants des grands opérateurs internationaux, sans mettre les moyens nécessaires à sa création. Du reste, notre syndicat souhaitait prendre le temps d'analyser cette vision pour mieux la combattre sur le fond. Si, indéniablement, notre délégation a été entendue sur certains points, le rapport, qui souhaite présenter le point de vue de l'utilisateur, campe sur des positions idéologiques.

Ainsi, à grand renfort d'approximations techniques et affirmations sans fondement, ce rapport s'acharne à démontrer que l'IGN et le Cadastre exercent la même mission et qu'un des deux opérateurs « est de trop ». Malgré ses vingt ans, l'éternel rapport LENGAGNE refait surface pour justifier la fin de la mission topographique à la DGFIP et son transfert à l'IGN.

../.. suite pièce jointe

fichiers:



[Télécharger 2018_11_26_analyse_cgt_rapport_vfm.pdf](#) (854.88 Ko)

Public: [Missions](#)

[Cadastre](#)

- [A](#)
- [A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank